Tchio FAKIR
Journal fâché avec tout le monde. Ou presque.
WWW.FAKIRPRESSE.INFO - MAI 2014 - 0,50 €

1952 - 2014
Une autre histoire de l'Europe

Faut-il faire sauter Bruxelles ?

La Commission : rien que d'y songer ça nous fait bailler. Comment s'informer sur ce machin qui, à deux heures en Thalys de Paris, nous paraît si lointain ? Pour s'informer sur l'Europe, on a donc fait du tourisme.

On s'est rendu à Bruxelles, dans sa capitale, pour voir autre chose que le Manneken Pis. On a visité le « quartier européen », un kilomètre carré, environ. On a flâné parmi ces bâtiments aux vitres teintées, ces grandes esplanades. Et à se balader entre les tours, on découvre des détails, qui peuvent nous servir de symboles.

Ainsi de cette plaque d'amitié, devant l'entrée du Parlement, entre les lobbies et les députés européens…

« *C'est par les discours, les débats et les votes que doivent se résoudre les grandes questions, avec détermination, patience et dévouement.* »
Cette phrase est gravée à Bruxelles, sur une plaque, au pied d'un arbre, à l'entrée du Parlement.
« *Inaugurée le 6 décembre 2001, par Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen* ».
Mais c'est autre chose qui surprend, entre la phrase et la signature. Un logo au milieu :
« *SEAP. Society of european affairs professionnals. Incorporating felpa. Fédération européenne du lobbying et public affairs.* »
Est ainsi scellée, gravée dans le marbre, l'amitié entre les lobbies et les députés !
Imagine-t-on la même chose à Paris ? Une inscription, devant l'Élysée, qui unit le Médef et Hollande ? Ou les « lobbies du nucléaire » qui remercient le Sénat dans les jardins du Luxembourg ? Ici, au moins, la franchise ne manque pas…
Nous avons donc mené l'enquête sur ce symbole.

J'ai regardé, sur Internet, le site de la SEAP. Parmi la « *list of members* », y a plein de gens d'Unilever dedans, de Carrefour, de Gaz de France, de Volvo, de L'Oréal, de Suez… Bref, un tas de philanthropes.
Y avait leur adresse, aussi : j'ai décidé de leur dire bonjour.
« *Nous n'avons pas inauguré cette plaque en catimini*, me narre Yves de Lespinay, président de la SEAP. *Au contraire, tout s'est fait dans la plus totale transparence. Madame Nicole Fontaine était présente, bien sûr. C'est tout le sens de la phrase que nous avons choisie pour le panneau…*
— *Sur les discours, le consensus ?*

« Ne serait-il pas plus simple pour un gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? »
Bertiold Brecht

— *Oui, voilà. C'est une phrase qui démontre, au fond, une évolution dans le temps. À l'époque de Bismarck et de Napoléon III, c'est dans le feu et le sang qu'on réglait les désaccords. Aujourd'hui, le dialogue n'est jamais rompu.*
— *Sauf qu'il ne s'agit pas du dialogue entre les peuples. C'est un dialogue entre les multinationales et le pouvoir politique…*
— *Les lobbyistes sont les garants de la démocratie : nous n'avons pas que des multinationales. Nous comptons aussi des ONG…* »
Je me repasse la liste des membres de la SEAP en revue.
Je n'ai pas vu Greenpeace.
Mac Donalds, si…
« *Mais, par exemple, si les associations de patrons ont leur panneau, les syndicats de travailleurs pourraient avoir le leur aussi ?*
— *Non, parce que les syndicats s'attachent à un intérêt sectoriel. Tandis que nous, il s'agit de la défense d'une profession au sens général…* »
« Corporatistes », les syndicalistes de la métallurgie, de la poste, des retraités, de l'enseignement, des chemins de fer, c'est bien connu ! Tandis que l'intérêt des industriels se confond, naturellement, avec le bien public européen…

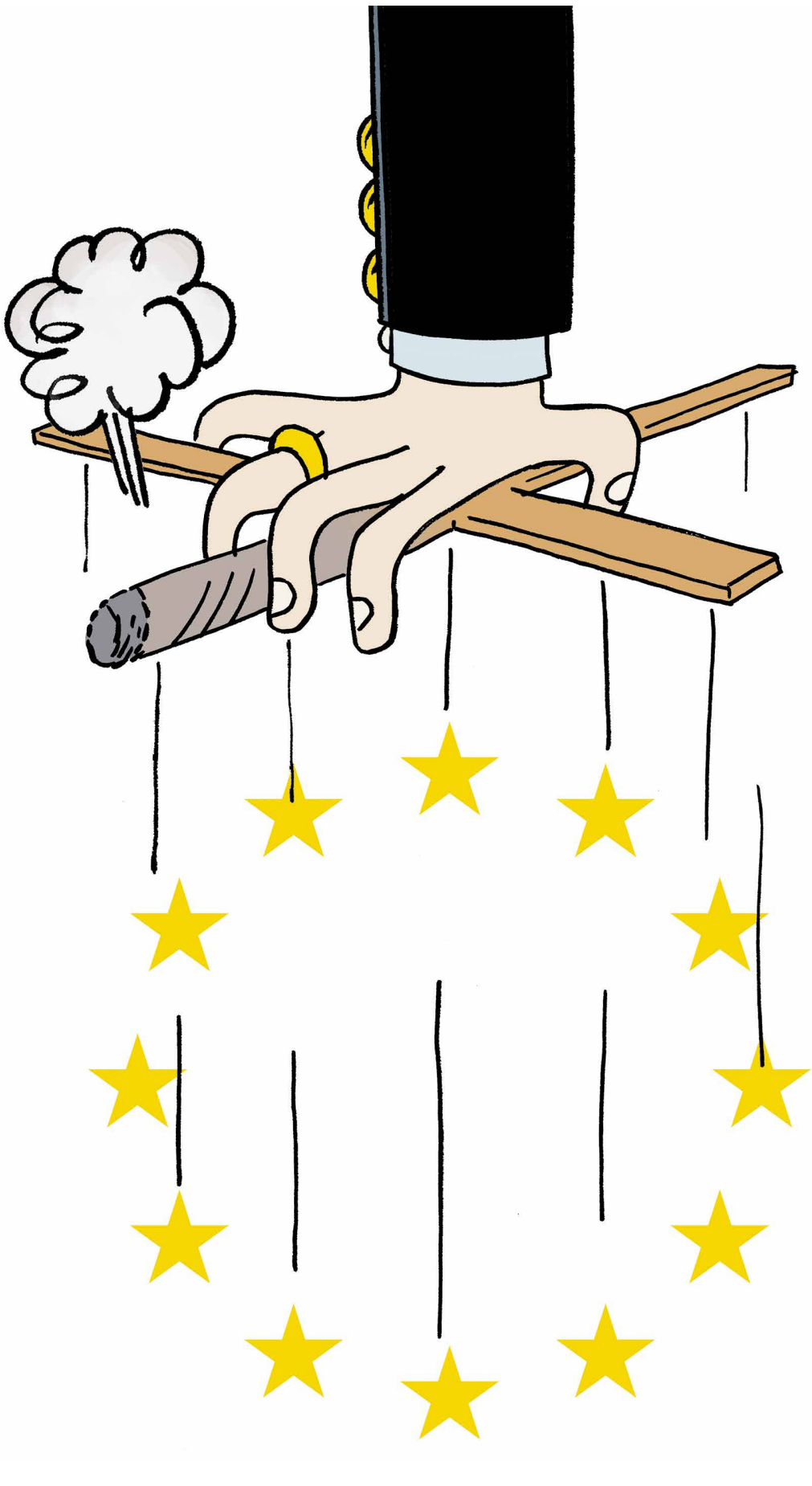
J'appelle Nicole Fontaine. Appel, rappel, re-rappel, etc., et finalement elle est au bout du fil : « *J'ai fait beaucoup de choses, vous savez, en deux ans et demie. On ne peut pas se souvenir de tout…*
— *Mais quand même, on imagine mal une plaque du "lobby des lobbies", à Paris, à dix mètres de l'Assemblée nationale, co-signée par son président…*
— *Ici, vous savez, c'est un Parlement atypique. Si vous croyez que j'ai touché un sou de cette association, écrivez-le. Je n'ai aucun souci de ce côté…* »
Elle se fâche un peu.
Tant pis : par courriel, on l'invite quand même à l'inauguration de notre plaque…

Devant le Parlement européen, et sous les applaudissements, nous recouvrons leur plaque avec un message à nous, emprunté à Berthold Brecht : « *Ne serait-il pas plus simple pour un gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ?* » Et nous avons ajouté en petit en dessous : « *Inauguré le 22 mai 2009, sans Madame Nicole Fontaine* ».
Nous ne sommes pas seuls : *Fakir*, co-signe ce message avec « *les jeunes de la FGTB* » (le principal syndicat belge), les associations IPAM (Initiatives pour un autre monde), CEO (Observatoire de l'Europe des multinationales), etc.
Deux jours plus tard, le week-end passé, notre plaque était déjà ôtée. Durant 48 heures, des stigmates associatifs et syndicaux avaient porté atteinte à leur Europe du business.
Ils furent heureusement lavés : lobbies et industriels retrouvaient leur place de choix.

QUI SOMMES-NOUS ?

Ce *T'chio Fakir* (petit, en picard) reprend des extraits de Faut-il faire sauter Bruxelles ? (Fakir éditions, 130 pages, 7 €). Liée à aucun parti, aucun syndicat, aucune institution, fâchée avec tout le monde ou presque, l'association Fakir est basée à Amiens depuis 1999. On espère fournir, d'abord par notre journal, ensuite par nos livres, notre site Internet, nos débats, une contre-information rigolote sur la forme mais sérieuse sur le fond, pas bête mais accessible, combative mais pas sectaire. Les *T'chios Fakir* sont destinés à la diffusion au bureau, dans les manifs, aux tournois de pétanque, etc., afin de convaincre les copains, collègues, cousins.

C'est grâce à ses lecteurs, grâce à vous, que *Fakir* vit. Et c'est pour ça qu'à fin c'est nous qu'on va gagner !



Une autre histoire de l

“Un gigantes conseil d’ac

« “Lobby” c’est encore trop doux : ça suppose les forces économiques fassent pression, de l’ Or, elles guident les institutions de l’intérieur. Entretien avec Geoffrey Geuens*.

Fakir : Geoffrey Geuens, vous êtes belge, vous avez la capitale de l’Europe sous vos yeux, et vous étudiez notamment le poids des lobbies dans les grandes orientations...

Geoffrey Geuens : D’emblée, je vais contester ce terme de *« lobby »*. Les médias l’adorent, ça ajoute une pincée de mystère à leurs articles, ça promet des révélations dans leurs émissions. Mais c’est encore trop doux : parce qu’un lobby suppose que les forces économiques fassent pression, de l’extérieur, sur le personnel politique. Dans les gouvernements nationaux, à la Commission européenne par exemple, quand on voit le profil sociologique des dirigeants, il n’y a pas besoin de faire pression sur eux, puisqu’ils viennent du monde des affaires, ou ils y passent, ou ils y sont intimement liés par divers réseaux. Ils guident ces institutions de l’intérieur. Mieux vaudrait donc parler d’endogamie, ou alors de fusion : les pouvoirs politiques et économiques se confondent. Et on vérifie ça à toutes les étapes du projet européen.

1952. La CECA le ver dans le fruit

Fakir : C’est vrai dès la création de la CEE ?

G.G. : Même avant. La Communauté économique européenne, c’est le rejeton de la CECA, la Communauté européenne du charbon et de l’acier. Et qui sont les signataires du Traité de Paris instituant la CECA ? On trouve notamment, côté belge, un personnage très influent : Paul Van Zeeland. Il est alors ministre des Affaires étrangères. Mais auparavant, il a été administrateur d’entreprises du groupe Empain, du groupe de Launoit, du trust Sofina, c’est-à-dire des grands capitalistes belges. Et après son passage au gouvernement, il retournera à ces premières amours : il deviendra, entre autres casquettes, conseiller général de la Banque de Bruxelles et président de la Banque belge d’Afrique. Quant à l’autre belge, Joseph Meurice, alors ministre du Commerce extérieur, il est l’ancien directeur commercial des Charbonnages de Werister et se fera banquier à son tour, après son petit tour en politique, administrateur de la Brufina. Et qui va notamment présider la Haute autorité de la CECA ? Le français René Mayer, cousin, par sa mère, des Rothschild. Une fois son mandat à la CECA achevé, Mayer ira présider la Société du Nickel, dont l’actionnaire principal est la Banque Rothschild – aux côtés de la Banque de l’Indochine. Le grand capital n’avait rien à craindre de ces hommes, qui étaient les siens. C’est pour ça, quand j’entends que *« au départ, l’Europe était un beau projet, qu’il a été perverti, etc. »*, c’est aberrant : le ver était dans le fruit. Les financiers sont au cœur de ce projet depuis sa fondation.

« Un petit cercle, bien organisé, une oligarchie disons-le, parvient à ‘construire l’Europe »

1957. La CEE au service des b

Fakir : La CEE, elle, naît d’un ra Spaak, aussitôt critiqué par Pierr France : *« Le projet de marché com est présenté est basé sur le libéralism XIXe siècle, selon lequel la concurren règle tous les problèmes. Les initiativ elles encore possibles ? La tendance n’implique-t-elle pas que les pays les vont se voir interdire, au moins mon nouveaux progrès sociaux ? Tout rel ou octroi de nouveaux avantages so dès lors, et pour longtemps, exclu po français ? »* Et il conclut : *« L’abdic démocratie peut prendre deux forme à une dictature interne par la remis pouvoirs à un homme providentiel, s de ces pouvoirs à une autorité extéri nom de la technique, exercera en réa politique, car au n économie on en vi à dicter une politi budgétaire, sociale politique », au sen mot, nationale et*

G.G. : Je compre éprouviez une c lire ce texte : cin tard, c’est frappa presque une pro peut-être que, au plus clair pour u avait sous les ye *« pères fondateurs* pas encore canonisés. Il connais leur parcours. Un Jean Monnet, qui s’était enrichi par la vente d’ prohibition, qui avait co-présidé Blair, à San Francisco, avant de s groupe Lazard, que De Gaulle av de *« petit financier à la solde des an* n’était pas encore entouré de ce même Spaak, puisque vous le cit Premier ministre belge, socialist États-Unis, deviendra ensuite se de l’OTAN, le bras armé de l’imp américain, et administrateur d’I 1966, la filiale belge du géant de des télécommunications – une m qui, plus tard, fera tout pour dést Président Allende au Chili, puis l’opération Condor en Amérique Autour de ces personnalités, on a discours de morale, de valeur, *« l fondateurs »*. Mais au départ, il y a intérêts économiques, des enjeux stratégiques, et toute une série de défendent leurs oligopoles natio certains des liens privilégiés du atlantiques. Et là, j’en reviens à V

Fakir : Vous l’aimez bien !

DE MENDÈS À GABIN

Pierre Mendès-France prononce un discours sur « l’abdication de la démocratie » le 18 janvier 1957. Quatre ans plus tard sort sur les écrans *Le Président*, réalisé par Henri Verneuil, avec des dialogues de Michel Audiard, et Jean Gabin pour incarner le rôle-titre. Lui aussi tempête devant les parlementaires :

« La paix revenue, j’ai vu la police charger des grévistes. Je l’ai vue aussi charger des chômeurs. J’ai vu la richesse de certaines contrées et l’incroyable pauvreté de certaines autres. Eh bien, durant toutes ces années, je n’ai jamais cessé de penser à l’Europe. M. Chalamon a passé une partie de sa vie dans une banque, à y penser aussi. Nous ne parlons forcément pas de la même Europe. *(Applaudissements.)* Celle qui se construit, j’en dénonce le principe : la constitution de trusts et de groupes de pression, qui maintiendront sous leur contrôle non seulement les produits du travail mais les travailleurs eux-mêmes. On ne vous demandera plus, messieurs, de soutenir un ministère, mais d’appuyer un gigantesque conseil d’administration ! Si cette assemblée avait conscience de son rôle, elle repousserait cette Europe des maîtres de forges et des compagnies pétrolières ! Et maintenant, permettez-moi de conclure : vous allez faire, avec les amis de M. Chalamon, l’Europe de la fortune contre celle du travail, l’Europe de l’industrie lourde contre celle de la paix. Eh bien, cette Europe-là, vous la ferez sans moi : je vous laisse. »

l'Europe

sque

dministration"

que
extérieur.
. »

anquiers

pport, le rapport
e Mendès-
mun tel qu'il nous
ne classique du
nce pure et simple
ves sociales seront-
à l'uniformisation
s plus avancés
nentanément, de
èvement de salaire
ciaux n'est-il pas
ur les ouvriers
ation d'une
es, soit le recours
e de tous les
soit la délégation
ieure, laquelle, au
alité la puissance
nom d'une saine
ient aisément
que monétaire,
e, finalement « une
s le plus large du
internationale. »

ends que vous
ertaine joie à
quante ans plus
ant de justesse,
ophétie. Mais
u fond, c'était

un Mendès : il les
ux, lui, les futurs
s de l'Europe »,
sait leur CV,
par exemple,
alcool durant la
la Bancamerica-
s'associer au
ait un jour traité
néricains », lui
saint respect. Et
iez. Cet ancien
e, très proche des
crétaire général
périalisme
TT Belgique dès
l'armement et
nultinationale
tabiliser le
pour mener
du Sud.
a tout un
es pères
a d'abord des
x proprement
e dirigeants qui
naux, avec pour
côté des réseaux
Van Zeeland...

*** maître de conférences**

G.G. : C'est un personnage clé. J'ai cité ses mandats dans les banques et les trusts industriels, mais il a également participé à la création de l'Institut atlantique, du Mouvement européen. Et enfin, il fondera le groupe Bilderberg...

Fakir : Que vient faire le Bilderberg là-dedans ?

G.G. : Ce groupe fait beaucoup fantasmer, notamment parce que ses réunions sont pour le moins discrètes. Mais il s'agit juste d'un cénacle, parmi d'autres cénacles, avec il est vrai des membres singulièrement influents.
Qu'est-ce que le Bilderberg, au départ ? C'est un forum informel créé en 1954, rassemblant dès l'origine hommes d'affaires, politiques, professionnels des médias et hauts gradés militaires. Son objectif, c'est de limiter les conflits entre les principales puissances européennes, ainsi qu'entre l'Europe et les Etats-Unis. Il s'agit donc aussi de trouver des intérêts convergents pour faire front face à l'adversaire soviétique, à l'extérieur, mais aussi aux mouvements ouvriers à l'intérieur.
D'ailleurs, les premières réunions du Bilderberg portent là-dessus : comment assurer à l'Europe un maximum de cohésion ? Comment penser un projet de défense commune ? Comment prendre la mesure exacte et lutter contre l'infiltration communiste ? Unilever, le géant néerlandais de l'agroalimentaire, apportera son aide financière aux premières réunions, aux côtés de la Fondation Ford et des services de renseignements américains.

Fakir : Mais je vous le redemande : quel est le lien entre Bilderberg et l'Union européenne ?

G.G. : Presque tous les fondateurs de Bilderberg vont militer, à leur manière, « pour l'Europe », pour une Europe qui les sert, qui répond à leurs intérêts, à ceux du grand capital, tout en renforçant les liens avec les Etats-Unis.
Ca ne veut pas dire que ce soit à Bilderberg que s'écrive l'histoire du monde, mais c'est néanmoins une matrice du projet européen. Un noyau parmi d'autres noyaux, mais un noyau dur néanmoins. Et la plupart des « grands dirigeants européens », par la suite, seront des participants réguliers aux rencontres du Groupe Bilderberg, ou encore de la Commission trilatérale : Adenauer, Davignon, Delors, etc.

1992. Traité de Maastricht
les patrons aux commandes

Fakir : Delors, justement. En 1991, on le voit en direct à la télé, dans La Marche du siècle, qui déclare : « Moi, au milieu des années 80, la Table ronde des industriels m'a demandé de faire une Europe sans frontière, j'ai fait une Europe sans frontière. Elle me demande aujourd'hui de faire la monnaie unique et de bâtir des autoroutes, je vais faire la monnaie unique et bâtir des autoroutes ». On découvre sur un plateau de télé comme les cuisines de l'Union Européenne, et Jacques Delors qui répond « oui oui oui » à toutes les demandes des industriels...

« Les milieux d'affaires n'ont même plus, avec la Commission, à jouer le jeu des élections. »

G.G. : Il répond d'autant plus oui à tout, qu'il n'est pas « sous pression » de ce lobby : la Commission est en grande partie à l'origine de la Table Ronde !Il faut rappeler que la Table ronde, ce super-Médef européen, est créée, au début des années 80, à l'initiative politique de deux commissaires européens : d'une part, François-Xavier Ortoli, qui deviendra ensuite P-DG de Total et président du CNPF, d'autre part, le belge Etienne Davignon. Ce sont eux qui vont demander à Pehr Gyllenhammar, le patron suédois de Volvo, de rassembler une quarantaine de grands groupes, de réunir ces patrons au sein d'un « club ».

Fakir : C'est-à-dire que la European round table, est un lobby créé à la demande de la Commission ?

G.G. : Exactement. D'où mes réticences à user du terme *« lobby »*. L'ERT n'a pas à faire pression sur la Commission : on a donné aux milieux économiques et financiers les clés de l'Europe. C'est une tout autre représentation des choses. Le destin de son initiateur, d'ailleurs, le Vicomte Étienne Davignon, témoigne clairement de cette fusion : après la Commission, lui-même passe dans les affaires, à la Société Générale de Belgique, chez Suez, Accor, Fortis, Sofina, BASF, Kissinger Associates, Anglo-American Mining, et j'en passe ! Et il deviendra, à son tour, membre de la European round table of industrialists : la boucle est bouclée ! Il trouve encore le temps, évidemment, de militer pour plus d'Europe, plus de son Europe à lui, à la fois à l'Association pour l'union monétaire en Europe (AUME), dont il sera président, mais aussi aux think tanks Centre for european policy studies (CEPS), Friends of Europe (qu'il préside toujours), et bien sûr au Groupe Bilderberg – dont il fut pendant de très nombreuses années président du comité organisateur. On comprend, avec toutes ces casquettes, qu'un petit cercle, bien organisé, une oligarchie disons-le, parvienne à *« construire l'Europe »*.
Et inutile de convoquer la thèse du grand complot, ou on ne sait quel fantasme conspirationniste, pour expliquer ça : les milieux d'affaires ont simplement bien compris leurs intérêts de classes, ils les défendent avec intelligence, ils renforcent leurs solidarités au sommet, ils obtiennent le soutien sans faille, ou presque, des pouvoirs publics.

2005. La Constitution
l'oligarchie rédige le texte

Fakir : Une autre grande date, dans l'histoire de l'Union européenne, mais qu'ils tentent de négliger, c'est le rejet, par le peuple français, le 29 mai 2005, du projet de constitution.

G.G. : Même au-delà de vos frontières, ce fut un moment extraordinaire. Ça devenait alors transparent : qui voulait de cette Europe-là ? Qui la construisait ? Qui a porté ce projet ? Cette Constitution a été préparée par une Convention. Or, qui en était le secrétaire général, donc chargé au quotidien de préparer les travaux ? C'est un britannique, Lord John Kerr. Au moment où cet ancien ambassadeur aux États-Unis prépare cette Constitution, il siège également au conseil d'administration de Shell ! Il en dirige une filiale ! Depuis, Lord Kerr vice-préside le think tank bruxellois European Policy Centre, tout en étant administrateur de Rio Tinto (mines), de ScottishPower (énergie) et de Scottish American Investment Trust (finance). Quel plus bel exemple de lutte des classes entre cette oligarchie, qui tient les rênes de l'Europe et rédige le projet de Constitution, et d'autre part les peuples européens, ou du moins de larges fractions, qui refusent ce projet libéral !

Notre avenir
La rupture

Fakir : Alors, nous, qu'est-ce qu'on doit faire ? On doit raser Bruxelles, le Berlaymont, tout le quartier européen ?

G.G. : Quitte à être radical, c'est-à-dire à prendre le problème à sa racine, quand on voit comment l'Europe a été constituée, il n'y a rien à attendre de cette Europe. Et surtout pas une Europe sociale, comme on se berce d'illusions, y compris dans les rangs de dirigeants syndicaux. A leur tour, ils sautent comme des cabris : *« L'Europe sociale ! L'Europe sociale ! L'Europe sociale ! »*
Ça serait formidable, mais non : le mal est trop profondément ancré. Cette Europe-là n'est pas réformable. Et plutôt que de faire sauter des immeubles, je dirais qu'il faut faire sauter le Marché commun, le Traité de Maastricht, la concurrence libre et non faussée, la libre circulation des capitaux et des marchandises... C'est une Europe à combattre de front.
Mais attention à cette illusion : les *« diktats »* de la Commission ne s'imposent pas, de l'extérieur, à des Etats-victimes. Ils correspondent aux intérêts des différentes bourgeoisies nationales. On pourrait donc très bien avoir la même domination de la finance, les mêmes politiques libérales, sans l'Europe et sans l'Euro. Le combat à mener contre « Bruxelles » est donc, évidemment, à doubler d'une autre bataille, nationale, dans les vingt-sept pays de l'Union.

Toujours pire !
LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

La *« libre circulation des capitaux et des marchandises, y compris avec les pays tiers »*, a beau être désavouée dans les urnes, les eurocrates foncent toujours plus loin : l'Europe et les États-Unis négocient, en ce moment, un accord pour créer la plus grande zone de libre-échange mondial. Mais qui se cache, une fois encore, derrière *« l'Europe et les Etats-Unis »* ? Tous les Européens et tous les Américains ? Une volonté populaire ?

Pas vraiment : en mai 2013, neuf lobbies – Business Europe, AmCham EU, le Transatlantic oolicy network, etc., représentant les plus grosses firmes des deux continents – ces neuf lobbies se sont unis en une seule *« Alliance marchande pour un partenariat de commerce et d'investissement transatlantique »*.Aux côtés des multinationales comme Airbus, BASF, Microsoft, IBM, Pfizer, Total, etc., on trouve des élus : 60 % députés européens. Qui ne constituent, certes, que 8 % du Parlement, mais ces membres ne sont pas choisis au hasard, hautement influents : ils président bon nombre de commissions, du Budget, des Affaires étrangères, des Affaires économiques et monétaires, du Marché intérieur, et biensûr, la commission du Commerce international. Ainsi œuvrent-ils, au quotidien, pour que les décisions de Bruxelles ne heurtent pas les intérêts des USA et des firmes.

Sauver l'Europe ?

Dans « Pauvres actionnaires ! », les éditions Fakir passent au crible quarante années de discours économiques du Front national. Sur Bruxelles, par exemple : le FN est devenu, aujourd'hui, LE parti anti-européen. Une place hier occupée par le Parti communiste…

La *Lettre parisienne* du Front national narre ces rencontres, au printemps 1988 : *« Réunis au-delà des barrières de langage par une solide foi anticommuniste, les jeunes Européens de la* “grande Europe” *ont reçu pour objectif de se battre pour les libertés et plus particulièrement pour la liberté des peuples d'Europe de l'Est. »* Dans son discours, le *« leader européen »* – alias Jean-Marie Le Pen – *« réclama la construction d'une Europe politique, économique et militaire. »* Et son intervention *« se termina dans un climat chaleureux, aux accents de L'Ode à la joie de la IX^e^ symphonie de Beethoven et aux cris de :* “l'Europe, Le Pen, Liberté”. » Maastricht est en vue, mais le FN conclut son meeting sur l'hymne officiel de l'Union européenne… Jean-Marie Le Pen ne fut pas toujours le porte-drapeau de la souveraineté nationale. Au contraire, même. Dès son premier portrait télévisé, en 1973, il se définit ainsi : *« Je suis de Bretagne, je suis de France, mais je suis d'Europe aussi. »* Et pour une raison simple : l'Europe, c'est d'abord un rempart contre le bolchévisme.

Silence

Pour les élections européennes de 1984, le Parti communiste vitupère : *« Considérez les dangers d'un éventuel élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal, que nous sommes seuls à combattre. L'Europe actuelle, c'est celle du chômage, dominée par le dollar et le mark. »*
Le Front national, lui, se tait sur cette orientation, ne glisse pas un mot sur Bruxelles, et se contente d'un : *« En Europe et en France, pour faire reculer la guerre et le communisme, pour combattre et vaincre l'immigration, l'insécurité, le chômage, la dénatalité, la dictature fiscale, le laxisme moral… votez Le Pen ! »*

Acte unique

Lors du débat sur l'Acte unique européen, en 1986, l'orateur communiste dénonce un traité qui vise *« une libéralisation du marché au profit des sociétés multinationales »*, *« une déréglementation systématique »*, *« une attaque contre les acquis sociaux par des politiques de flexibilité et d'austérité »*, et son groupe vote contre, en conséquence.
De son côté, le député frontiste François Bachelot regrette une *« Europe qui n'a pas d'âme »*, mais sans s'opposer : *« Nous n'avons nullement l'intention, comme les communistes, d'hypothéquer l'avenir de la France qui se fera sûrement à travers l'Europe ».*
Et sur un texte capital, qui prévoit, rien de moins, la disparition des frontières douanières, les élus Front national s'abstiennent…
Et en 1988 encore, Jean-Marie Le Pen ne s'emporte pas contre *« l'Europe de Maastricht »* : il la soutient plutôt, s'en félicite à demi-mot.

Volte-face

Jusqu'à une volte-face. Avant le référendum de 1992, le Front national tonne : *« L'Europe de Maastricht, c'est l'Europe cosmopolite et mondialiste. Maastricht, c'est l'immigration massive… Maastricht, c'est encore plus d'insécurité… Maastricht, c'est encore plus d'impôts… c'est la dictature des multinationales… Parce que nous ne voulons pas d'une Europe des banquiers, non à Maastricht. »*
Et alors qu'il a démarré avec une décennie de retard, alors qu'il a accompagné, voire soutenu cette Europe-là durant toutes les années 80, le Front national devient LE parti de l'europhobie, rafle la mise des eurosceptiques.

Gnangnan

Mais si *« le Front national devient LE parti de l'europhobie »*, c'est de la faute, aussi, aux autres. À ceux qui avaient une décennie d'avance. Aux communistes, se faisant euro-compatibles, se coulant paresseusement dans la mièvrerie du *« changer l'Europe »*.
En 1999, alors que la France va abandonner sa monnaie, alors que le FN dénonce *« la face cachée de l'Euro »*, le Parti communiste, lui,

« Pour une Europe politique, économique et militaire. »

Jean-Marie Le Pen, 1988.

positive : *« Bouge l'Europe »*. Ainsi Robert Hue intitule-t-il sa liste. Avec ses *« candidats et candidates aux couleurs de la vie réelle »*, il nous invite au *« devoir d'ingérence citoyenne »*, au *« chantier de l'Europe sociale »*, à la *« contagion démocratique »* via le Parlement européen. *« Est-ce que l'Europe doit faire peur ? »* Non, bien sûr : *« L'Europe est une chance qu'il faut saisir. »*

L'arnaque

Aujourd'hui encore, la gauche radicale est-elle sortie de cette eau de rose ?
« Le Front de gauche pour sauver l'Europe. En 2009, nous voulons construire l'Europe dont nous avons besoin : Une Europe sociale, écologique et démocratique, etc. »
« Sauver l'Europe » ? *« Bouger l'Europe »* ? *« Changer l'Europe »* ?
Là où le Front national propose, plus franchement, de la faire péter : *« Contre l'arnaque européenne »*, affichait Marine Le Pen la même année. *« L'Union européenne est devenue un système totalitaire et son bilan est un véritable désastre économique et social : récession, délocalisations, mépris des peuples… »*

FAKIR

303, route de Paris 80000 Amiens
03 22 72 64 54 - contact@fakirpresse.info

Sans vous, on ne peut rien, avec vous on peut beaucoup. Et c'est pour ça qu'à la fin c'est nous qu'on va gagner !

☐ **Je veux diffuser ce Tchio Fakir dans les manifs, à mon travail, etc.**

☐ 10 exemplaires.....6 €
☐ 50 exemplaires.....12 €
☐ 100 exemplaires.....15 €
☐ 200 exemplaires.....18 €
☐ 500 exemplaires.....50 €
☐ 1000 exemplaires.....80 €

☐ **Je veux m'abonner à cette fleur de la pensée qu'est le vrai journal Fakir (environ 10 numéros pour 2 ans)**

☐ Abonnement simple.....30 €
☐ Abonnement radin.....25 €
☐ Abonnement soutien.....40 €
☐ Abonnement militant.....60 €
☐ Abonnement passion.....90 €
☐ Abonnement à vie.....180 €
☐ Abonnement héritable.....750 €
☐ Abonnement Étranger.. .....40 €

☐ **Je veux commander les livres des éditions Fakir :**

"Faut-il faire sauter Bruxelles ?" : .....ex
x 7 € (prix à l'unité - frais de port 2 €)

"Pauvres actionnaires" : .....ex
x 6 € (prix à l'unité - frais de port 2 €)

"Ils nous ont dit : vous êtes fous ! " : .....ex
x 6 € (prix à l'unité - frais de port 2 €)

"Hector est mort" : .....ex
x 6 € (prix à l'unité - frais de port 2 €)

"Vive la banqueroute !" : .....ex
x 6 € (prix à l'unité - frais de port 2 €)

Franco de port à partir de 3 exemplaires

TOTAL à payer : .....€

COORDONNÉES TF BXL

Nom - prénom

Adresse

Code postal - Ville

Téléphone

Email